

Conclusions 2022 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

Haïti

En 2022, Haïti a réalisé des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les autorités ont certifié 29 nouveaux inspecteurs du travail et les ont formés sur les questions relatives au travail des enfants dans le secteur informel. En outre, avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, elles ont créé un nouveau mécanisme de coordination dédié aux questions de protection de l'enfance. Toutefois, en Haïti, des mineurs sont livrés aux pires formes de travail des enfants, notamment dans l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes. Des enfants effectuent également des travaux dangereux quand ils travaillent dans le secteur de l'agriculture et du travail domestique. Les protections relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi ne s'appliquent qu'aux enfants qui bénéficient d'un contrat d'emploi formel, ce qui n'est pas conforme aux normes internationales selon lesquelles tous les enfants doivent être protégés. Par ailleurs, il n'y a pas en Haïti d'âge minimum bien défini d'admission au travail domestique ni de liste des emplois dangereux interdits aux enfants. De surcroît, les programmes sociaux de lutte contre le travail des enfants sont insuffisants pour s'attaquer convenablement à ce problème dans son ensemble, surtout dans les services domestiques, l'agriculture et la traite des enfants.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que les protections relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi s'appliquent à tous les enfants, y compris ceux qui ne disposent pas d'un contrat de travail formel.	2014 – 2022
	Préciser l'âge minimum d'admission à l'emploi, y compris au travail domestique.	2009 – 2022
	Adopter une liste des activités et des emplois dangereux, et veiller à ce que les activités et les emplois dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive et comprennent le travail dans des environnements agricoles dangereux.	2009 – 2022
	Veiller à ce que l'esclavage soit frappé d'interdiction pénale.	2021 – 2022
	Veiller à ce que la loi établisse l'âge minimum de l'enrôlement volontaire dans les forces armées nationales à 18 ans ou à 16 ans avec des garanties en cas de volontarisme.	2018 – 2022
	Veiller à ce que le recrutement d'enfants de moins de 18 ans par des groupes armés non étatiques fasse l'objet d'une interdiction pénale.	2021 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Relever l'âge de fin de scolarité obligatoire de 15 à 16 ans pour qu'il coïncide avec l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2017 – 2022
Application	Recueillir et publier des informations sur les efforts en matière d'application du droit du travail, notamment le financement de l'Inspection du travail, le nombre d'inspecteurs du travail, d'inspections effectuées, d'infractions constatées et de toutes les sanctions prononcées et amendes perçues, et si des inspections inopinées ont été effectuées.	2013 – 2022
	Veiller à ce que le nombre des inspecteurs du travail et des agents des forces de l'ordre, ainsi que la formation et les ressources matérielles et financières des organismes d'application du droit du travail et du droit pénal, soient suffisants pour faire respecter comme il se doit la législation sur le travail des enfants, y compris ses pires formes.	2013 – 2022
	Élargir la portée des lignes téléphoniques d'urgence opérées par la Brigade de protection des mineurs et l'Institut du bien-être social et de recherches pour faciliter le signalement d'affaires d'exploitation des enfants en dehors de Port-au-Prince, notamment dans les zones rurales.	2013 – 2022
	Recueillir et publier des informations complètes sur le nombre d'enquêtes effectuées, de condamnations obtenues et de sanctions prononcées concernant des infractions à la législation sur le travail des enfants.	2020 – 2022
	Employer au moins 129 inspecteurs du travail afin de couvrir convenablement la population active, qui compte environ 5,2 millions de personnes.	2020 – 2022
Politiques gouvernementales	Veiller à la mise en œuvre de la Politique nationale de protection et promotion sociales.	2017 – 2022
Programmes sociaux	Veiller à ce que tous les enfants puissent obtenir un acte de naissance et élargir l'accès aux papiers d'identité pour s'assurer qu'ils puissent accéder à l'éducation et à d'autres mécanismes de protection sociale.	2022
	Renforcer les initiatives visant à supprimer les obstacles à l'éducation et à augmenter l'accessibilité pour tous les enfants en augmentant le nombre d'écoles publiques et d'enseignants, surtout dans les zones rurales, en améliorant les infrastructures scolaires et la sécurité à l'école, en veillant à ce que les écoles publiques gèrent les obstacles linguistiques, en répondant aux besoins spécifiques en matière d'éducation des groupes démographiques vulnérables,	2009 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	notamment les enfants non enregistrés et les enfants présentant un handicap, et en veillant à ce que les enfants qui commencent l'école avec du retard ou qui redoublent une classe puissent passer dans le secondaire.	
	Développer les programmes sociaux existants pour s'attaquer au problème du travail des enfants dans son ensemble, en particulier dans le travail domestique, l'agriculture et la traite des enfants.	2010 – 2022
	Veiller à ce que tous les programmes sociaux conçus pour lutter contre le travail des enfants soient actifs et remplissent leur mission comme prévu.	2019 – 2022
	Recueillir et publier des données sur l'envergure et la nature du travail des enfants de manière à informer les politiques et les programmes.	2021 – 2022